



Les Nouvelles des Bas-Fonds n°5 Juillet 2001

Editorial

Finallement ce numéro a pris un peu de retard par rapport au programme initial mais juillet-août sont des mois où il est difficile de réunir toutes les compétences nécessaires.

Après une première moitié d'année bien remplie, quelques lignes fortes semblent se dégager pour l'avenir:

- Vu le champ à couvrir pendant la phase II, les moyens de financement traditionnels du CBF ne vont plus suffire à satisfaire les besoins. Les Pays-Bas et la France continuent à financer les petits projets de recherche et le fonctionnement des Unités Nationales de Coordination (UNC) et de l'Unité Régionale de Coordination (URC) basée à l'ADRAO. Ces fonds propres assurent au Consortium une certaine autonomie, essentielle à sa cohérence scientifique. Cependant nous devons tous rechercher activement d'autres bailleurs de fonds pour conduire nos recherches, en particulier sur les zones de référence. Il nous semble que le Consortium pourrait ainsi devenir une sorte de **structure parapluie**, impliquant à des degrés divers selon leur mode de financement la plupart des projets concernant la mise en valeur des bas-fonds en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette idée rejoint les conclusions d'un atelier international sur les programmes écorégionaux organisé en mars par le Service International pour la Recherche Agricole Nationale (ISNAR). Marco Wopereis et Ernest Otoo y ont représenté le CBF, et un compte-rendu des principales conclusions est présenté dans ce numéro.

- Le regain d'implication des chercheurs de l'ADRAO dans le CBF ces derniers mois confirme que l'**intégration du Consortium au sein des programmes de l'ADRAO** peut être positive pour tous : l'ADRAO bénéficiant de l'expérience de partenariat original existant au sein du CBF, le Consortium pouvant profiter des expertises existant à l'ADRAO et des portes que peut ouvrir l'institution...

- Les **zones de référence** et ce qu'on va y faire constituent l'enjeu majeur de l'avenir proche : à l'issue de l'atelier annuel, nous avons défini les recherches à mener en priorité; reste à approfondir la méthodologie, ce qui fera l'objet des ateliers par zone prévus à la fin de l'année.

En attendant, toutes les opportunités doivent être saisies. C'est dans cet esprit que l'UNC du Mali (et dans une moindre mesure l'UNC de Côte d'Ivoire) va être impliquée dans un projet ADRAO sur les bas-fonds péri-urbains, de même pour le projet

ADRAO sur la gestion des ressources dans les bas-fonds : une partie des recherches se fera dans le cadre des zones de référence (voir ci-après).

- La **capitalisation de la phase I** progresse : la synthèse de l'Atelier d'Hydrologie et la compilation des résumés des ateliers annuels sont sous presse. Il restera à identifier et travailler les communications à publier in extenso. Nous recontacterons les auteurs à ce sujet. Nous sommes confiants dans la possibilité de sortir un volume spécial CBF dans le journal **Agricultural Ecosystems and Environment** dans les tous prochains mois.

- Autre dossier qui nous a largement mobilisés : le **projet SPIRIVWA** (Accroissement durable de la productivité de la riziculture dans les bas-fonds d'Afrique de l'Ouest); le plus dur est fait : l'aménagement et le plus gros des achats sont en bonne voie dans les 3 pays ; il ne reste plus qu'à faire de la recherche ; çà ne sera pas le plus difficile !

Marie-Jo et Marco

Atelier annuel

L'atelier annuel s'est déroulé du 19 au 23 mars à M'bé. Neuf des dix pays et cinq des huit organisations internationales membres étaient représentés. Un compte-rendu de cet atelier vous a été envoyé en avril. Quelques points-clés sont brièvement rappelés ici.

Sur le plan scientifique, les travaux ont été axés sur deux points principaux :

1) *Bilan des recherches en cours ou finalisées*, avec des exposés sur les projets financés en 2000 et une visite sur le site du projet SPIRIVWA à Gagnoa.

Dans l'ensemble, les présentations ont été de grande qualité, la plupart sous PowerPoint. Il faut féliciter les orateurs pour le travail réalisé. La visite à Gagnoa a été une occasion de découverte pour beaucoup. Les travaux d'aménagement en cours sur le site devraient être, espérons-le, achevés avant les grosses pluies. Mr Koné et ses collègues du CNRA ont fait une excellente présentation sur posters du site et des résultats de recherche obtenus jusqu'à présent.

2) *Réflexion sur la mise en œuvre de la phase II*
Pendant la deuxième partie de l'atelier des groupes de travail ont discuté les 4 thèmes de recherche pour la phase II, sur la base du document issu de

l'atelier préparatoire. Ces groupes ont identifié les axes de recherche prioritaires pour les différents thèmes :

Thème 1 Caractérisation des dynamiques de mise en valeur

Quatre axes de recherche prioritaires ont été identifiés : Dynamique de l'occupation du sol dans les bas-fonds, fonctionnement hydrologique des bas-fonds, évolution de la fertilité du sol dans les bas-fonds, évolution de la biodiversité dans les bas-fonds. Même si la dimension biophysique est importante il ne faut pas négliger les facteurs socio-économiques, souvent déterminants...

Du point de vue méthodologique, la **durée des recherches** peut constituer une contrainte. Pour y répondre, il faut mettre au point des méthodes nouvelles, incluant la modélisation dynamique et les SIG.

Les UNC doivent être les structures leaders des recherches dans les zones de référence et donc en particulier sur ce thème.

Thème 2 Développement de technologies

Les recherches à conduire viseront principalement à élaborer des systèmes peu coûteux de gestion des sols et de l'eau pour les bas-fonds, intensifier les systèmes rizières de bas-fonds, intégrer la pisciculture dans les bas-fonds, intégrer l'élevage dans les bas-fonds, diversifier les cultures.

Pour ce thème, les institutions leaders pourraient être : l'ICLARM, la FAO et WUR ainsi que le CIRAD pour la pisciculture, l'ADRAO pour l'intensification de la riziculture, l'ILRI pour l'élevage, l'IITA pour les cultures autres que le riz, le CIRAD et WUR pour les systèmes de gestion de l'eau et du sol à faible coût.

Thème 3 Socio-économie et politiques

Deux volets principaux ont été identifiés :

Marchés : Commercialisation et marché des intrants

Influence des politiques sur le développement des bas-fonds

Thème 4 Diffusion

Il est un peu tôt pour aller très loin sur ce thème mais on peut penser que la Gestion des bases de données y aura une place importante.

Le programme d'action suivant a été proposé pour les six prochains mois :

- Compiler et rédiger les résultats de l'atelier (URC) ;
- Préparer les ateliers préliminaires sur les zones de référence pour définir les programmes concrets à financer sur les fonds UE et élaborer de nouvelles propositions pour d'autres financements à trouver sur des sujets essentiels (URC) ;
- Intensifier les discussions à propos des recherches sur les bas-fonds, au sein de l'ADRAO et des autres Institutions Internationales. (URC) ;

- Rechercher de nouveaux modes de financement en plus des fonds CBF actuels (tous les partenaires).

Remarque : La communication au sein du consortium doit rester une préoccupation majeure.

Allocution de clôture

par Monty Jones et Willem Stoop

Le Dr Jones, Directeur de la Recherche à l'ADRAO, a noté l'évolution sensible du Consortium de la phase I vers la phase II et la grande qualité des présentations et des interventions. Il a rappelé que si les bas-fonds représentent un grand potentiel pour faire face aux problèmes de sécurité alimentaire, ce potentiel est encore largement sous-exploité.

Le Dr Stoop, Directeur de la Recherche Associé voit dans le CBF un instrument idéal pour la promotion des bas-fonds du fait de la diversité des milieux et des partenaires qu'il représente. Il insiste sur la nécessité de toujours améliorer la communication avec les institutions internationales, entre l'URC et les UNC, entre les UNC et avec l'extérieur, car c'est une dimension-clé d'un consortium.

Recommandations du Comité de Gestion

Pour le choix des projets à financer, le comité de gestion s'est fixé les règles suivantes :

□ *La première condition est qu'il y ait un changement d'échelle par rapport à la phase I : on ne doit plus travailler seulement à l'échelle du bassin versant ; la recherche conduite doit pouvoir déboucher sur de larges recommandations ;*

□ *Il y a nécessité de recadrer les recherches : devoir d'inventaire qualitatif et quantitatif ;*

□ *Dans l'étude du déroulement et des conséquences de la mise en valeur, il faut privilégier (ou au moins donner une place suffisante) les aspects socio-économiques.*

Sur cette base, 13 projets ont été retenus, répartis dans neuf pays, la plupart portant sur le développement de technologies (y compris la dimension socio-économique) .

Le comité a décidé de ne plus étudier dans l'avenir les propositions de projet arrivées hors délai à la coordination régionale. Le comité a rappelé que les UNC doivent faire un premier travail pour ne proposer que les meilleures propositions compte tenu des priorités nationales. Les projets approuvés par une UNC doivent être signés par le Coordinateur national. Des progrès ont été enregistrés cette année, mais beaucoup reste à faire. Pour les projets pluri-annuels, on rappelle qu'ils doivent être soumis chaque année et qu'un rapport d'avancement doit être fourni pour prétendre au financement de la 2^{ème} année.

Projets... en cours et à venir

Projet Bas-Fonds Péri-urbains

Evolution des systèmes agricoles dans les bas-fonds péri-urbains d'Afrique de l'Ouest et mise au point d'une politique et de technologies pour une intensification durable

Contacts ADRAO

- . Olaf Erenstein, Economiste de production
- . Andreas Oswald, Agronome des systèmes de production
- . URC du Consortium bas-fonds

Le but global du projet est de permettre le développement durable de systèmes de culture intensifiés à base de riz dans les bas-fonds péri-urbains. Basé sur quatre sites d'étude, à Daloa, Bouaké et Korhogo en Côte d'Ivoire et Sikasso au Mali, le projet cherche à prévoir le développement et le rôle futurs des bas-fonds péri-urbains et à améliorer et à diffuser des options techniques pour l'agriculture dans des environnements où l'espace est rare et la population dense. Pendant la première phase du projet (3 ans), les activités à conduire sont principalement les suivantes :

- (1) décrire l'évolution des systèmes agraires et les facteurs qui induisent l'intensification des systèmes de production en fonction de l'accès au marché ;
- (2) caractériser le niveau et la répartition spatiale des contraintes de production et des opportunités ;
- (3) développer des outils d'aides à la décision pour permettre d'orienter les politiques et les techniques de production pour réduire les contradictions entre performance économique et risques environnementaux ;
- (4) et adapter et tester les options techniques existantes pour une intensification plus durable des systèmes de bas-fonds le long du gradient rural vers péri-urbain (validation).

On prévoit d'extrapoler les résultats de ces études pour orienter le développement des bas-fonds péri-urbains au niveau sous-régional pendant la deuxième phase du projet.

Projet Application de méthodes de gestion des bassins versants pour optimiser l'utilisation des ressources dans les bas-fonds

L'objectif de ce projet ADRAO est d'identifier les voies les plus prometteuses d'amélioration de la gestion du sol, de l'eau, et des cultures en vue d'accroître la valorisation de l'eau, des éléments minéraux et du sol à l'échelle des petits versants. Ces options doivent viser à réduire les pertes en sol et en éléments minéraux, donc à préserver les

ressources, et à intercepter et valoriser les flux dans les parties basses de la toposéquence pour accroître la productivité.

Sitapha DIATTA, qui coordonne ce projet, travaille actuellement à définir le programme d'activités. Des contacts sont en cours avec Mr Blanchet, hydrologue à l'EIER (Ecole inter-états des Ingénieurs de l'Equipement Rural), afin de préciser la méthodologie des recherches à entreprendre à partir de 2002 en collaboration avec certaines UNC.

Projet SPIRIVWA dit "CFC"

Marco et Marie-Jo ont visité ensemble les 3 sites du projet en mai et juin.

Partout les aménagements sont commencés, mais ils ne sont nulle part terminés à la fin juin : la responsabilité en incombe à la fois à la lourdeur des procédures (internes au projet et nationales), aux difficultés de communication alors que la gestion est très centralisée et aux contraintes propres aux entreprises.

D'ores et déjà, on peut cependant souligner quelques points forts du travail entrepris :

- Les schémas d'aménagement retenus se veulent non seulement durables mais aussi respectueux de ce qui existe :
 - au Burkina, on recherche un aménagement modèle du point de vue de la préservation des ressources (limiter au maximum les arrachages et les risques de dégradation annexes, par exemple carrière de latérite)
 - au Nigéria, l'accent est mis sur la qualité de l'eau de l'effluent d'autant plus que celle-ci est utilisée pour la consommation humaine et la transformation de produits alimentaires. On n'emploiera donc pas de produits chimiques .
- dans les 3 sites, les aspects sociaux (fonciers en particulier) interfèrent fortement avec le déroulement du projet et constituent un objet d'étude important.
- dans les 3 sites également, même si les travaux lourds ne sont pas terminés, des données ont déjà été collectées (ce qui n'était pas explicitement prévu) qui constitueront un point zéro indispensable pour évaluer l'impact des aménagements...

Aquaculture

Ce thème mobilise actuellement de nombreuses institutions dont plusieurs membres du Consortium : la FAO, le CIRAD, les UNC de Côte d'Ivoire, du Mali, du Bénin, du Togo, du Ghana, entre autres.

Au sein du Consortium nous nous efforçons de trouver un cadre d'échange d'informations sur les travaux en cours. Dans cet esprit, l'ADRAO accueillera en février prochain une réunion sur l'intégration agriculture-aquaculture à l'initiative de la FAO.

Les bases de données du CBF à paraître prochainement sur CD ROM et sur le Web

Du 01 Mai au 29 Juin 2001, j'ai effectué un séjour à Montpellier au CIRAD-TERA-GERE auprès de M. Passouant, pour concevoir une application pouvant intégrer les différentes bases de données du CBF.

Ce séjour a été tout à fait particulier et intéressant dans la mesure où il m'a permis à la fois une mise à jour des connaissances dans un domaine technologique de pointe et l'application pratique et immédiate de ces connaissances pour un besoin professionnel.

Le volume croissant des données de différents types accumulées dans les projets pose aujourd'hui des problèmes d'archivage, de structuration et de mise à disposition de l'information au niveau des utilisateurs. Ceci est d'autant plus pénible quand il s'agit d'information géographique et de sa publication interactive sur le web et sur CD-ROM. Le consortium bas-fonds a accumulé depuis 1994 des données de recherche sur la mise en valeur des bas-fonds ouest africains. L'objectif de cette étude est d'explorer les possibilités technologiques de diffusion de ces acquis sur le web et le CD-ROM pour permettre à des utilisateurs avertis et moins avertis de prendre connaissance de ces informations pour les travaux de la deuxième phase et pour le développement de ces milieux.

Différentes options de diffusion ont été identifiées en fonction de la complexité de mise en œuvre, des moyens informatiques et humains requis pour l'exploitation et du coût. Pour les différents types de données documentaires, géographiques et statistiques, ce sont respectivement des formats HTML, SVG et Programmation Visual qui sont retenus. Ainsi une plate-forme de démonstration a pu être développée sur CD-ROM ; l'intégration de l'ensemble des données va se faire à Bouaké ; le résultat sera ensuite distribué dans un premier temps aux pays et institutions membres du CBF pour édition avant d'être publié officiellement sur les deux supports Web et CD-ROM.

Moussa MAHAMAN

Publication du volume "Bas-Fonds"

A ce jour, cinq chercheurs des UNC ont travaillé à l'ADRAO à la rédaction d'articles destinés à être publiés dans un volume spécial sur les bas-fonds : les Dr Egué du Togo, Houndagba du Bénin, Kandeh de Sierra Leone, Narteh du Ghana, Simpara du Mali ; des représentants des UNC du Nigéria, de Côte d'Ivoire et du Burkina sont attendus dans les semaines ou les mois à venir.

Nous visons actuellement la revue *Agriculture, Ecosystems and Environment*, éditée par Elsevier.

Nouvelles des UNC

Les UNC du Nigéria, du Mali, de Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo se sont réunies :

- o Dans le compte-rendu envoyé par l'UNC du **Nigéria** on note qu'une structure fédérative a été retenue compte tenu de la surface et de la diversité du pays : il existe désormais cinq sous-unités de coordination (géographiques) au Nigéria ; la coordination nationale est toujours basée au NCRI à Badeggi ;

- o Au **Mali** et en **Côte d'Ivoire** des réunions ont eu lieu à l'occasion de la visite de l'URC avec des collègues de l'ADRAO ;

- o Dans le cadre du travail sur les zones de référence, une mission a réuni pendant cinq jours des membres des UNC du **Bénin** et du **Togo** à l'occasion de la visite de la coordinatrice régionale dans ces deux pays.

Points d'information

- o Atelier ILRI/Elevage : un atelier doit se tenir en novembre à l'IITA sur l'intégration des systèmes de culture et d'élevage en Afrique de l'Ouest (renseignements auprès de Marco Wopereis)

- o Réunion sur l'intégration agriculture-aquaculture à l'initiative de la FAO prévue en février 2002 à Mbé (voir ci-dessus)

- o Atelier de Formation en gestion de la recherche agricole pour les chefs de programmes organisé par l'INTG (Groupe de Formation CIRA/SNRA) du cinq au 17 novembre 2001 à Abidjan. Plus amples informations auprès du secrétariat CBF.

Rappel

Nous n'avons reçu que bien peu de rapports sur les projets financés en 2000, et il en manque encore quelques-uns pour les années précédentes. Envoyez-les nous dès que possible...

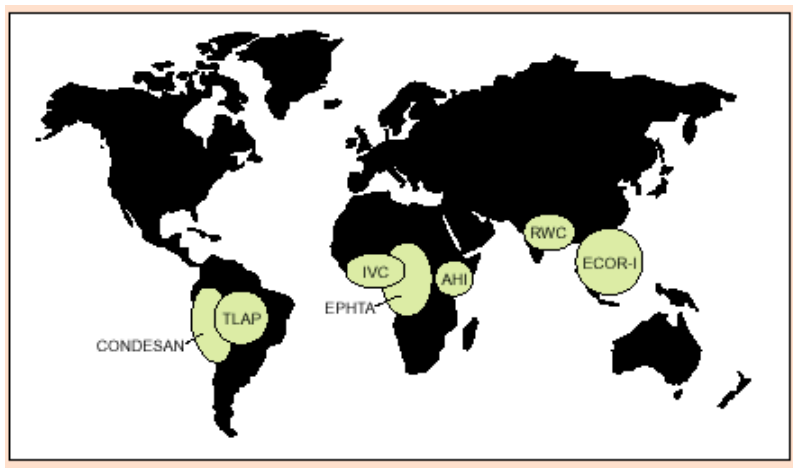
Ecorégionalité

Quelle voie pour l'avenir ?

Quelques conclusions de l'atelier International sur l'Organisation et la Gestion des Programmes Ecorégionaux, Centre de Conférence International de Wageningen, Pays-Bas, 26-28 mars 2001

Les programmes écorégionaux participants

- Ecoregional Program for the Humid and Sub-humid Tropics of Sub-Saharan Africa (EPHTA)
- Consortium for the Sustainable Use of Inland Valley Agro-ecosystems in Sub-Saharan Africa (IVC)
- African Highlands Initiative for Eastern and Central Africa (AH)
- Tropical Latin America Program (TLAP)
- Consortium for the Sustainable Development of the Andean Region (CONDESAN)
- Rice Wheat Consortium for the Indo-Gangetic Plains (RWC)
- Ecoregional Program for the Humid and Sub-humid Tropics of Asia (ECOR-I)



- Comment réussir à mieux gérer les ressources naturelles et à éradiquer la pauvreté dans un contexte régional ?
- Comment répondre à la fois aux besoins locaux et aux exigences globales ?
- Comment des acteurs multiples avec des programmes différents peuvent-ils œuvrer ensemble à des objectifs communs de recherche et de développement ?

Voici quelques uns des défis auxquels sont confrontés les programmes éco-régionaux.

Les Programmes écorégionaux (PER) tentent de trouver par une démarche de recherche pour le développement un compromis entre une meilleure gestion des ressources naturelles, une productivité agricole accrue et une plus grande équité sociale

Des programmes écorégionaux pour quoi faire ?

L'objectif des PER est d'améliorer durablement les conditions de vie et le revenu des populations pauvres. Ces programmes ont comme caractéristiques d'être centrés sur des régions écologiques et géopolitiques déterminées et de s'intéresser autant à la production, qu'à la gestion des ressources naturelles et à l'équité sociale. Les aspects techniques et humains des problèmes et des opportunités sont abordés dans le cadre de partenariats entre groupements paysans, organisations nationales de recherche, ONG, institutions internationales de recherche, centres GC et secteur privé.

Les PER appuient le développement participatif d'une large gamme de technologies et activent le dialogue politique. On y met au point des méthodes pour favoriser l'efficacité de la recherche et en élargir l'impact grâce à l'extrapolation des résultats. Ils sont l'occasion de mettre en œuvre les nouvelles approches de recherche-développement pour la gestion intégrée des ressources naturelles prônées par les GC.

Conclusions et recommandations

Les échanges d'information et d'expérience ont débouché sur les recommandations suivantes :

1. Information et communication

Les PER doivent accentuer leurs efforts pour élaborer et échanger des informations, en particulier pour enregistrer les réactions des paysans et des agences de développement et leur donner des informations. Les échanges entre programmes doivent aussi se développer, y compris la mise en commun d'outils et de méthodes. Les investisseurs doivent être informés des résultats des programmes, de leur impact et des problèmes. Des alliances plus solides doivent être scellées au sein du groupe pour la gestion intégrée des ressources naturelles (GIRN) et du fonds écorégional des GC.

2. Programmation, suivi et évaluation

Les PER doivent disposer d'une unité d'animation ou de coordination efficace pour conduire les activités et mobiliser les partenaires et les ressources. Les objectifs de recherche doivent être plus clairement axés sur le développement avec une attention plus grande accordée à des systèmes de suivi-évaluation pertinents, comprenant des études d'impact. Il faut travailler au renforcement des compétences pour assurer la durabilité des programmes.

3. Politique

Les programmes devront intensifier leurs relations avec les décideurs ainsi que leur travail sur les politiques qui constituent une variable-clé de l'équation gestion des ressources naturelles-pauvreté.

4. Partenariats

En plus de la collaboration accrue avec les organisations paysannes et les ONG de développement, les PER doivent élargir leur base et s'associer les ONG de défense de la nature, les pouvoirs locaux, les décideurs politiques et les groupes d'intérêt économique, la priorité des programmes doit rester la recherche pour le développement, reliant les activités en milieu paysan aux marchés urbains et aux activités agro-industrielles.

5. Les financements

Les programmes doivent développer de nouveaux mécanismes de financement, tels que les paniers de financement et les fonds primés (compétitive grants), tout en redéployant les ressources existantes pour assurer la continuité et le succès à long terme, il est essentiel que les unités d'animation puissent compter sur un financement sûr.

6. Appui aux programmes

- On demande aux directeurs de centres de soutenir fortement les PER qui constituent l'occasion de mettre en œuvre l'approche novatrice qu'est la GIRN.
- On souligne qu'il faut un certain temps pour obtenir un impact visible dans ce nouveau domaine de recherche et de développement.
- On demande à l'ISNAR et aux IAC (Centres agronomiques internationaux) leur appui pour la mise au point d'outils spécifiques de programmation, de suivi et d'évaluation adaptés aux besoins des PER, et pour animer les échanges d'information et de savoir-faire entre les programmes et leurs partenaires.
- Les participants à l'atelier rechercheront l'appui des organisations de recherche et de développement sous-régionales.
- Une plaquette illustrant les résultats obtenus par les programmes existants sera disponible afin de susciter un intérêt et un appui durables pour l'approche écorégionale.

Note : tous les produits de cet atelier, ainsi que les descriptions des PER sont accessibles sur : <http://www.cgiar.org/isnar.index.htm>.

Des actes complets de l'atelier sont également disponibles.

[Extrait et traduit de *Meeting the Challenge of Ecoregional Research, An International Workshop on Organizing and Managing Ecoregional Programs, Wageningen, The Netherlands, 26-28 March 2001*]